

L'impôt—Loi

J'ai participé aux travaux de certains comités et j'ai essayé de contribuer à la politique énergétique nationale quand le bill a été étudié au comité. Je n'ai pas besoin de vous dire que cela ne sert à rien, monsieur l'Orateur, parce que vous êtes ici depuis plus longtemps que moi. On siège au sein de comités qui sont composés surtout de ministériels et dont la plupart sont présidés par un ministériel. S'il y a le moindre risque que le parti au pouvoir perde un vote au comité, les ministériels quittent la pièce pour qu'il n'y ait plus quorum et qu'on ne puisse pas passer au vote. Les députés de l'opposition qui participent aux travaux des comités s'efforcent d'obtenir que le gouvernement fasse au moins un effort pour modifier certaines mesures et atténuer leurs répercussions défavorables sur les Canadiens. Peine perdue.

Depuis deux ans que je suis à la Chambre, le seul comité où des progrès aient été réalisés a été le comité de la constitution. Les délibérations de ce comité se sont déroulées au grand jour, devant les caméras de télévision, pour que tous les Canadiens puissent voir ce qui se passait. Les Canadiens pouvaient voir d'où venaient les propositions constructives. Peu importe qui faisait ces propositions parce que nous travaillions en équipe. Cela ne serait jamais arrivé si nous n'avions pas fait une obstruction systématique à la Chambre. Quel gaspillage!

Je voudrais donner mon avis sur une question qui revêt à mon sens un caractère d'urgence. Il s'agit des élections partielles qui ont eu lieu à Olds-Didsbury, dans le sud de l'Alberta, où un député du Western Canada Concept a été élu. A ma connaissance, c'est la première fois qu'un candidat séparatiste reconnu siègera à l'Assemblée législative de l'Alberta. Cela m'affole. Je suis affolé de voir que des gens que je connais, y compris certains de mes proches, des résidents de la région d'Olds-Didsbury, aient pu voter pour le parti séparatiste. Autrement dit, ils avouent leur impuissance. Ils ont essayé, ils ont prévenu Ottawa à maintes reprises que le gouvernement central ne leur permettait pas de faire ce qu'ils veulent. Cependant, les bureaucrates et les politiciens d'Ottawa ne comprennent pas ce qui se passe en Alberta, ni ailleurs dans l'Ouest.

Je ne me lancerai pas dans un débat pour savoir si ces gens ont été maltraités par le passé. Je ne souleverai pas une controverse pour savoir si les résidents de l'Ouest sont maltraités à l'heure actuelle. Tout ce que je dis, c'est que bien des gens, dans le sud de l'Alberta, ont l'impression que pour le gouvernement central d'Ottawa, le Canada se compose du Québec et de l'Ontario. Si l'on considère la suppression des services de VIA Rail et l'attaque portée contre le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, c'est la seule conclusion logique à laquelle ils puissent en arriver.

Nous devons réorienter le Sénat, afin d'assurer la représentation que mérite notre pays avant qu'il ne soit trop tard. Le Sénat doit être réformé de façon à ce qu'une dizaine de sénateurs soient élus dans chaque province, afin que notre chambre haute ait une influence sur le gouvernement. Nous devons fixer un plafond au nombre de députés qui siègeront à la Chambre. Nous devons adopter des dispositions permettant aux députés de la Chambre des communes de participer plus activement aux décisions gouvernementales. Dans les circonstances actuelles, je suis ici pour représenter ma circonscription d'Athabasca, mais étant dans l'opposition, mon rôle est de m'opposer à tout ce que propose le gouvernement. Si je pouvais

participer d'une certaine façon à la rédaction des mesures d'initiative gouvernementale—même simplement à titre de conseiller—nous pourrions tous faire un travail plus constructif et donner une vue plus positive du Canada et de son orientation économique.

Je tiens à dire à tous les députés qu'il y a des personnes compétentes au sein de tous les partis et que nous devons tous nous donner la main et nous attaquer au problème le plus dangereux qui menace notre pays à l'heure actuelle, c'est-à-dire la situation urgente de notre économie, avant d'assister à des soulèvements de rue et à l'autodestruction de notre pays.

M. Waddell: Monsieur l'Orateur, est-ce que j'ai la permission de poser une question à mon préopinant, à condition d'avoir le consentement unanime de la Chambre?

M. l'Orateur adjoint: Vu que le député a épuisé son temps de parole, il faudrait le consentement unanime de la Chambre. Est-ce qu'il y a un consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Waddell: Monsieur l'Orateur, je vous remercie et je remercie mes collègues. J'aimerais demander au député s'il n'est pas d'avis que dans le nord-est de la Colombie-Britannique, le problème en ce qui concerne la prospection des gisements gaziers, réside dans le fait que le premier tronçon canadien du gazoduc de l'Alaska va maintenant acheminer le gaz albertain et ainsi accaparer les marchés en Colombie-Britannique, ce qui rendrait tout à fait inutile de multiplier les forages dans la région dont le député a parlé?

Et, conviendrait-il aussi, que le vrai problème a trait à la partie sud du tronçon canadien et qu'il ne résulte pas seulement du Programme énergétique national?

M. Shields: Monsieur l'Orateur, je suis content de savoir que le député, par la question qu'il vient de poser, s'est exprimé en faveur du Programme énergétique national.

M. Waddell: Je n'ai pas dit cela.

M. Shields: Voilà qui confirme ce que j'ai dit tout à l'heure, qu'il soutient les libéraux. Il existe une coalition et nous venons d'en avoir la preuve.

● (2050)

Si le député avait raison, je pense qu'il y aurait une activité intense à Grande-Prairie et dans le nord-ouest de l'Alberta en général. Il y aurait une activité intense en rapport avec l'exploitation des champs gaziers d'Elmsworth. Malheureusement, à cause de la politique énergétique nationale, il n'y a presque aucune activité à Elmsworth. Le niveau d'activité est à zéro. Il n'y a aucune tentative de prospection pour évaluer les gisements et les possibilités d'exploitation. Aujourd'hui, il y a des monteurs d'installations de forage à Grande-Prairie qui vivent d'assistance sociale parce qu'ils ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage. Ce sont des travailleurs costauds, en bonne santé, qui ne peuvent pas aller travailler dans les chantiers de forage aux États-Unis. Il y en a qui touchent des prestations d'assurance-chômage et après, ce sera le bien-être social. C'est une véritable épreuve pour ces gens-là. Il y a moins de deux ans, ils pouvaient marcher la tête haute en pensant qu'ils faisaient partie d'une industrie qui avait un avenir prometteur au Canada. Ils vivent maintenant de bien-être social, et c'est une dure épreuve pour leurs familles.